

Intervention d'Elise Aubry du Collectif 'Les Jeudis Noirs' aux Glières le 15 Mai 2011

Il y a 63 ans Stéphan Hessel participait à la rédaction de la déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 25 disait « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement... »

Notre république de l'égalité et de la fraternité bafoue un peu plus chaque jour ce droit fondamental, se loger. La politique actuelle est aux antipodes des valeurs du conseil national de la résistance.

Alors, Jeudi Noir se crée en 2006 ; jeunes travailleurs, précaires, étudiants, chômeurs, intermittents, citoyens engagés, nous faisons ce collectif. Nous que l'on nomme les agitateurs.

Le Jeudi Noir ?

Le jeudi est ce jour de la publication des petites annonces immobilières, un jour noir pour des millions de personnes. Ce jour là, on doit se mettre à nu devant le propriétaire pour le convaincre d'accepter ce contrat temporaire.

Le jeudi c'est aussi une référence au crack de Wall Street, car nous appelons de nos vœux la fin de la bulle immobilière. Depuis 10 ans, les prix de l'immobilier ont plus que doublé.

Jeudi Noir se jure alors de faire sortir de l'oubli le mal-logement, de mettre en lumière, la supercherie immobilière, la spéculation, l'infatigable manque de volonté politique alors qu'il y existe tant d'alternatives.

Chez Jeudi Noir, nous refusons la fatalité, nous croyons à l'intelligence collective pour résister, proposer, créer, mais toujours dans le plaisir ; nous montons des actions « coup de poing ».

Messieurs mesdames, les gestionnaires de l'Etat, vous ne voulez pas appliquer la loi de réquisition, nous l'appliquerons pour vous, et nous utiliserons tous les outils, les forces et énergies en notre possession. Non seulement pour proposer mais pour démontrer combien vous les avez trompés.

EN 2006, Nicolas Sarkozy disait « je veux si je suis élu Président de la République, que d'ici à 2 ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid ».

La belle entourloupe ! Le nombre de mal-logés a augmenté de 10% en 4 ans, plus de 7 millions de personnes aujourd'hui sont ou non ou mal-logées ou vivent dans une immense situation de précarité.

Alors oui, il y a des pays où les gens au creux des lits font des rêves, mais pour pouvoir rêver ne faut-il pas déjà savoir où dormir ?

Après une année de visites d'appartement collectives et joviales, à base de confettis, champomi et caméras, pour dénoncer la cherté des loyers, Jeudi noir applique la loi de réquisition.

En octobre 2009, nous réquisitionnons un bâtiment vide depuis 43 ans. 2000 m sur la place des Vosges, en plein cœur de Paris, laissé à l'abandon par sa propriétaire.

Pendant un an, 33 personnes y habitent et redonnent vie sociale, culturelle à ce lieu extraordinaire. Mais la justice tranche et condamne les habitants à 90 000 eur d'amende. Ils sont expulsés le 23 octobre 2010. Le droit de ne rien faire de sa propriété remporte une fois encore la bataille contre le droit de se loger.. dès lors, il faut trouver des alternatives.

Le 28 décembre 2010, nous choisissons d'aller toquer aux portes de l'Élysée.

L'assureur Axa, y laisse depuis 4 ans, Avenue Matignon, un bâtiment de 2 500 m vide, totalement vide. le collectif s'organise.

Entrée sans effraction, nous nous y cachons pendant d'abord pendant 8 jours, sans lumière, sans chauffage, surveillant les portes d'entrée, on s'informerait sur le propriétaire, la nuit on déménage des matelas, de matériel. Le sous-marin comme on l'appelle cette période là.

On pourra y loger 40 personnes et à 200 mètres de l'Élysée, on pourra dire à Nicolas que les mal-logés sont là. Mais Nicolas choisit la surdité autant que l'absurdité.

Le jour de l'officialisation, il enverra une horde de policiers qui assiègeront le 22 Matignon, 24h/24h, 7j/7, bloqueront dans un premier temps la nourriture, puis l'entrée de matériel.

Pendant 40 jours, nous à l'intérieur, eux à l'extérieur, nous résisterons ensemble pour dénoncer cette politique du mal-logement, de l'austérité, des injustices sociales.

Mesdames, messieurs, l'indignation ne peut être un effet de mode. il est de notre devoir de citoyen de la transmettre de génération en génération.

Et ce qui nous rallie aujourd'hui alors à nos pères et mères résistants, ce sont les forces de proposition qui accompagnent les actions que nous construisons collectivement, parce que « résister, c'est créer » et « créer c'est résister »

Soyons optimistes et acteurs du changement que nous voulons voir s'opérer. Nous pouvons gagner, parce que les solutions viennent d'en bas. Merci.